



PREMIER MINISTRE

Secrétariat général  
de la défense  
et de la sécurité nationale

*Agence nationale de la sécurité  
des systèmes d'information*

*Bureau Qualification et Agrément*

Paris, le 09 NOV. 2017  
N° 5532/ANSSI/SDE

## DECISION DE QUALIFICATION D'UN SERVICE

***CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS***

SIREN 180 020 026

56, rue de Lille  
75 007 PARIS  
France

Le directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information,

Vu le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, notamment l'alinéa 2 de son article 21 ;

Vu le décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « agence nationale de la sécurité des systèmes d'information », notamment son article 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret du 27 mars 2014 portant nomination du directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information – M. POUPARD (Guillaume) ;

Vu le courrier du Secrétariat général des affaires européennes à Monsieur l'ambassadeur représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne en date du 17 février 2015, référence ITEC/0155/2015, informant qu'en application de l'article 17.2 du règlement (UE) n° 910/2014 du 23 juillet 2014, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information est désignée comme organe de contrôle,

Décide :

Art. 1 – Le service de certification électronique fourni par la *CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS* portant le nom « *CDC LEGALIA* » et dont l'identifiant (OID) est 1.2.250.1.5.1.1.3.3, respecte les règles fixées par le règlement européen (UE) n° 910/2014 et est qualifié pour la délivrance de certificats de signature électronique.

Art. 2 – La présente décision est conditionnée au respect par la *CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS* des engagements relatifs au processus de qualification d'un service, pris au titre de sa demande de qualification.

Art. 3 – La présente décision est valable du 1<sup>er</sup> novembre 2017 au 1<sup>er</sup> novembre 2019.

  
Guillaume POMPARD  
Directeur général de l'Agence nationale  
de la sécurité des systèmes d'information